

RCS : GAP Code greffe : 0501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GAP atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 00102 Numéro SIREN : 792 017 709 Nom ou dénomination : BRIANÇONDIS

Ce dépôt a été enregistré le 10/11/2020 sous le numéro de dépôt B2020/003619

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE GAP**

Date : 10/11/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/003619**
n° de gestion : **2013B00102**
n° SIREN : **792 017 709 RCS Gap**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Gap certifie avoir procédé le 10/11/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

BRIANÇONDIS
7 Rue de la Soie 05100 BRIANCON

date de clôture : 31/03/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



BRIANÇONDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 750.000 euros

Siège social : 7 rue de la Soie

05100 BRIANÇON

RCS GAP 792 017 709

BILAN

COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS

LE 31 MARS 2019

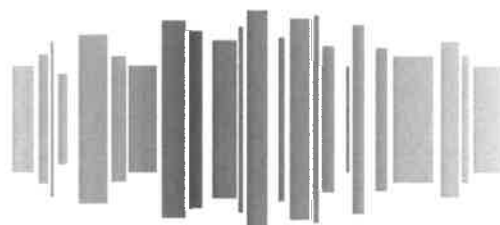


Certifiés conformes
Le Président

COMPTES ANNUELS

DU 01/04/2018 AU 31/03/2019

Bilan



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	38 517	38 003	514	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	700 000		700 000	700 000
Constructions	7 429 583	1 049 952	6 379 631	6 635 496
Installations techniques, matériel et outillage	505 657	191 870	313 787	372 704
Autres immobilisations corporelles	4 302 793	1 324 422	2 978 371	3 348 042
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	67 135		67 135	58 332
Autres titres immobilisés				
Prêts	350		350	2 900
Autres immobilisations financières	7 800		7 800	7 800
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 051 835	2 604 247	10 447 588	11 125 274
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 285 163	7 702	1 277 461	1 212 196
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 499		3 499	10 888
Fournisseurs débiteurs	179 706		179 706	151 492
Personnel				1 392
Etat, Impôts sur les bénéfices	72 680		72 680	72 680
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	18 233		18 233	20 736
Autres créances	217 377		217 377	124 653
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 252 077		1 252 077	1 128 344
Charges constatées d'avance	76 534		76 534	91 959
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 105 270	7 702	3 097 568	2 814 339
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	16 157 105	2 611 948	13 545 156	13 939 613

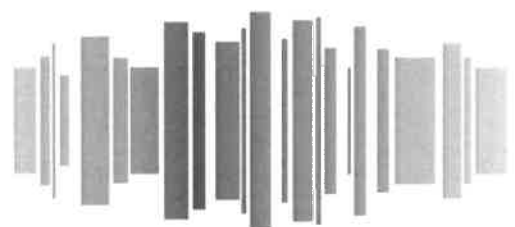
Bilan

	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
PASSIF		
Capital social ou individuel	750 000	750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	20 665	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	140 428	-252 195
Résultat de l'exercice	366 016	413 288
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 277 109	911 093
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	36 612	24 322
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	36 612	24 322
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	9 529 713	10 440 533
<i>Découverts et concours bancaires</i>	21 801	10 635
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	9 551 515	10 451 169
Emprunts et dettes financières diverses	18 935	8 935
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	615 794	612 085
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 571 880	1 494 704
<i>Personnel</i>	200 617	140 829
<i>Organismes sociaux</i>	101 823	98 901
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	30 065	35 353
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	120 040	139 399
Dettes fiscales et sociales	452 544	414 481
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 773	13 334
Autres dettes	8 995	9 489
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	12 231 435	13 004 197
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	13 545 156	13 939 613

COMPTES ANNUELS

DU 01/04/2018 AU 31/03/2019

Compte de résultat



Compte de résultat

	31/03/2019	31/03/2018
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	20 885 286	18 860 456
Production vendue (biens)	1 455 843	1 420 539
Production vendue (services)	308 537	359 217
Chiffre d'affaires net	22 649 666	20 640 212
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	5 635	24 742
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	30 191	29 709
Autres produits	1 324	9 898
Total I	22 686 817	20 704 561
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	18 108 494	16 092 941
Variations de stock	-69 422	86 345
Achats de matières premières et autres approvisionnements	13 281	14 147
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 598 320	1 456 758
Impôts, taxes et versements assimilés	330 652	313 071
Salaires et traitements	1 256 928	1 227 235
Charges sociales	358 027	311 378
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	633 822	633 707
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	7 702	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	22 612	10 322
Autres charges	8 416	12 668
Total II	22 268 833	20 158 573
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	417 984	545 988
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	931	219
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	3 523	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 484	2 045
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	5 007	2 045
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	134 284	149 130
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	134 284	149 130
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-129 277	-147 085
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	289 638	399 122

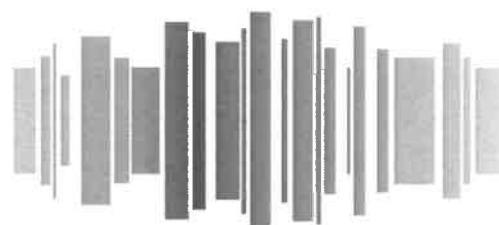
Compte de résultat (suite)

	31/03/2019	31/03/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	73 440	28 184
Sur opérations en capital	52 000	11 582
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	125 440	39 766
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	50 847	11 600
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		14 000
Total charges exceptionnelles (VIII)	50 847	25 600
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	74 594	14 166
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 785	
Total des produits (I+III+V+VII)	22 818 195	20 746 591
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	22 452 179	20 333 303
BENEFICE OU PERTE	366 016	413 288
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		6 687

COMPTES ANNUELS

DU 01/04/2018 AU 31/03/2019

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS BRIANCONDIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2019, dont le total est de 13 545 156 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 366 016 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 30 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 30 ans
- * Installations techniques : 8 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 8 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 15 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- d'une diminution de l'impôt pour la partie acquise au titre de l'année 2018.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

Règles et méthodes comptables

- comptabilisation d'un produit, déduit de la charge d'impôt sur les sociétés pour 67 635 € au titre de l'année 2018,
- comptabilisation d'une charge de 15 005 €, correspondant à l'extourne de la provision du 1er trimestre 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts d'investissements menés par la société, notamment pour l'augmentation de l'activité économique en permettant la construction d'une station service.

Par ailleurs, il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués, ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 1er avril 2016, la société BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SUDALP II qui se compose :

- SAS SUDALP II, société mère
- SAS SUDALP, filiale à 99.98%
- SAS BRIANCONDIS, filiale à 99.97%

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787	730		38 517
Immobilisations incorporelles	37 787	730		38 517
- Terrains	700 000			700 000
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	101 874			101 874
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 327 709			7 327 709
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	508 257		2 600	505 657
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 742 251		62 325	3 679 926
- Matériel de transport	28 135			28 135
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	594 732			594 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	13 002 958		64 925	12 938 033
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	58 332	17 180	8 377	67 135
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	10 700		2 550	8 150
Immobilisations financières	69 032	17 180	10 927	75 285
ACTIF IMMOBILISE	13 109 777	17 910	75 852	13 051 835

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	730		17 180	17 910
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	730		17 180	17 910
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		64 925	10 927	75 852
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		64 925	10 927	75 852

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787	216		38 003
Immobilisations incorporelles	37 787	216		38 003
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	9 687	5 094		14 781
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	784 400	250 771		1 035 171
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	135 553	56 317		191 870
- Installations générales, agencements aménagements divers	790 648	247 687	14 078	1 024 257
- Matériel de transport	12 245	5 627		17 872
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	214 183	68 110		282 293
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 946 716	633 606	14 078	2 566 244
ACTIF IMMOBILISE	1 984 503	633 822	14 078	2 604 247

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 576 180 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	350	350	
Autres	7 800		7 800
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 499	3 499	
Autres	487 996	487 996	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	76 534	76 534	
Total	576 180	568 380	7 800
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	2 550		

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	2 427
Fournisseurs - aar marchandises	2 262
Etat - produits à recevoir	16 677
Total	21 366

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 750 000,00 euros décomposé en 2 241 687 titres d'une valeur nominale de 0,33 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	24 322	22 612	10 322		36 612
Total	24 322	22 612	10 322		36 612
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		22 612	10 322		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 231 435 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 801	21 801		
- à plus de 1 an à l'origine	9 529 713	931 069	3 417 424	5 181 220
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	18 935	18 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 571 880	1 571 880		
Dettes fiscales et sociales	452 544	452 544		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 773	11 773		
Autres dettes (**)	624 789	624 789		
Produits constatés d'avance				
Total	12 231 435	3 632 791	3 417 424	5 181 220
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 453			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	911 660			
(**) Dont envers les associés	615 794			

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact m/ses non parv	5 346
Fourn. fact fgx. non parv.	87 122
Interets courus sur emprunts	16 566
Interets c/c sudalp	10 396
Prov. conges payes	75 768
Personnel - autres charges a payer	45 286
Prov prime 13eme mois	17 823
Charges soc. s/conges payes	26 140
Charges sociales - charges a payer	19 396
Charges sociales 13eme mois	6 149
Etat - fpc a payer	2 930
Etat - cet à payer	17 711
Etat - cvae.a payer	13 302
Etat - C3S	6 885
Etat - tascom à payer	42 706
Etat - autres taxes à payer	34 883
Total	428 410

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Cca frais genereaux	70 818		
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	5 716		
Total	76 534		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	1 455 843		1 455 843
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	4 655		4 655
Ventes de marchandises	20 885 286		20 885 286
Produits des activités annexes	303 882		303 882
TOTAL	22 649 666		22 649 666

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 453 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 31/03/2019, il a été provisionné 8 453 € au titre des honoraires du commissaire aux comptes

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	50 847	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		73 440
Produits des cessions d'éléments d'actif		52 000
TOTAL	50 847	125 440

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	289 638	-1 785	291 423
+ Résultat exceptionnel	74 594		74 594
- Participations des salariés			
Résultat comptable	364 231	-1 785	366 016
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2016, la société SAS BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SUDALP II SAS, route des Fauvins 5000 GAP.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 42 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	34	
Ouvriers		
Total	42	

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Plafonds des découverts autorisés</i>	
<i>Emprunts Caisse Epargne de 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	4 296 667
<i>Emprunts BCME de 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	4 393 181
<i>Emprunts BCME de 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	201 407
<i>Emprunts Caisse Epargne de 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	232 143
<i>Emprunts Banque Populaire de 530 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	389 750
Autres engagements reçus	9 513 148
Total	9 513 148
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Aucune disposition particulière en matière de retraite n'est prise. L'engagement d'un passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 10 326€, soit une variation de + 3 392€ par rapport au 31/03/2018.

L'âge de départ à la retraite est de 65 ans à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 1.57% et une table de mortalité de TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social		750 000,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
Nombre d'actions ordinaires		2 241 687,00	2 241 687,00	2 241 687,00	2 241 687,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)		4 380 706,49	16 770 777,30	20 640 212,29	22 649 665,72
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions		149 032,16	440 225,29	1 043 069,74	1 014 499,09
Impôts sur les bénéfices					-1 785,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions		-56 182,49	-196 012,48	413 287,89	366 016,19
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions		0,07	0,20	0,47	0,45
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions		-0,03	-0,09	0,18	0,16
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés		50	50	58	58
Montant de la masse salariale		351 351,77	1 126 948,07	1 227 234,94	1 256 927,80
Montant des sommes versées en avantages sociaux		115 615,07	309 403,11	311 377,57	358 027,46

BRIANÇONDIS
Société par Actions Simplifiée au capital de 750.000 euros
Siège social : 7 rue de la Soie
05100 BRIANÇON
RCS GAP 792 017 709

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 12 SEPTEMBRE 2019**

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, dont elle constate l'existence et s'élevant à 366.016 €, de la manière suivante :

Bénéfice : **366.016 €**

Affectation :

- | | |
|--|---------------|
| - Au poste « Réserve légale » | 18.301 € |
| <i>Ce qui porte le solde de ce poste à la somme de 38.966 euros</i> | |
|
- Au poste « Report à nouveau » |
347.715 € |
| <i>Ce qui porte le solde de ce poste à la somme de 488.143 euros</i> | |

Total affecté : **366.016 €**

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèvent à la somme de 1.277.109 euros pour un capital de 750.000 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 12 septembre 2019.


**Certifié conforme
Le Président**



BRIANCONDIS

SAS au capital de 750 000 €

Siège social

7 Rue de la Soie
05100 BRIANCON

RCS : 792 017 709
NAF : 4711F

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/03/2019

AUDIT ET CERTIFICATION

6, rue du 14 juillet – BP 158 – 26104 ROMANS CEDEX

Tél : 04 75 70 41 23 – Fax : 04 75 05 03 43 – www.fidsudcdba.fr – email : romans@fidsudcdba.fr

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS BRIANCONDIS relatifs à l'exercice clos le 31/03/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport (pages 5 à 22).

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/04/2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SAS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SAS ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SAS.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SAS à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ROMANS SUR ISERE,
Le 28/08/2019,

CEDRIC FAY
COMMISSAIRE AUX COMPTES
AUDIT ET CERTIFICATION



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	38 517	38 003	514	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	700 000		700 000	700 000
Constructions	7 429 583	1 049 952	6 379 631	6 635 496
Installations techniques, matériel et outillage	505 657	191 870	313 787	372 704
Autres immobilisations corporelles	4 302 793	1 324 422	2 978 371	3 348 042
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	67 135		67 135	58 332
Autres titres immobilisés				
Prêts	350		350	2 900
Autres immobilisations financières	7 800		7 800	7 800
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 051 835	2 604 247	10 447 588	11 125 274
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 285 163	7 702	1 277 461	1 212 196
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 499		3 499	10 888
Fournisseurs débiteurs	179 706		179 706	151 492
Personnel				1 392
Etat, Impôts sur les bénéfices	72 680		72 680	72 680
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	18 233		18 233	20 736
Autres créances	217 377		217 377	124 653
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 252 077		1 252 077	1 128 344
Charges constatées d'avance	76 534		76 534	91 959
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 105 270	7 702	3 097 568	2 814 339
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	16 157 105	2 611 948	13 545 156	13 939 613

Bilan

	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
PASSIF		
Capital social ou individuel	750 000	750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	20 665	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	140 428	-252 195
Résultat de l'exercice	366 016	413 288
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 277 109	911 093
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	36 612	24 322
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	36 612	24 322
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	9 529 713	10 440 533
<i>Découverts et concours bancaires</i>	21 801	10 635
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	9 551 515	10 451 169
Emprunts et dettes financières diverses	18 935	8 935
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	615 794	612 085
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 571 880	1 494 704
<i>Personnel</i>	200 617	140 829
<i>Organismes sociaux</i>	101 823	98 901
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	30 065	35 353
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	120 040	139 399
Dettes fiscales et sociales	452 544	414 481
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 773	13 334
Autres dettes	8 995	9 489
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	12 231 435	13 004 197
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	13 545 156	13 939 613

Compte de résultat

	31/03/2019	31/03/2018
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	20 885 286	18 860 456
Production vendue (biens)	1 455 843	1 420 539
Production vendue (services)	308 537	359 217
Chiffre d'affaires net	22 649 666	20 640 212
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	5 635	24 742
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	30 191	29 709
Autres produits	1 324	9 898
Total I	22 686 817	20 704 561
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	18 108 494	16 092 941
Variations de stock	-69 422	86 345
Achats de matières premières et autres approvisionnements	13 281	14 147
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 598 320	1 456 758
Impôts, taxes et versements assimilés	330 652	313 071
Salaires et traitements	1 256 928	1 227 235
Charges sociales	358 027	311 378
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	633 822	633 707
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	7 702	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	22 612	10 322
Autres charges	8 416	12 668
Total II	22 268 833	20 158 573
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	417 984	545 988
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	931	219
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	3 523	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 484	2 045
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	5 007	2 045
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	134 284	149 130
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	134 284	149 130
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-129 277	-147 085
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	289 638	399 122



Compte de résultat (suite)

	31/03/2019	31/03/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	73 440	28 184
Sur opérations en capital	52 000	11 582
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	125 440	39 766
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	50 847	11 600
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		14 000
Total charges exceptionnelles (VIII)	50 847	25 600
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	74 594	14 166
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 785	
Total des produits (I+III+V+VII)	22 818 195	20 746 591
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	22 452 179	20 333 303
BENEFICE OU PERTE	366 016	413 288
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		6 687

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS BRIANCONDIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2019, dont le total est de 13 545 156 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 366 016 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 30 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 30 ans
- * Installations techniques : 8 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 8 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 15 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans



Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- d'une diminution de l'impôt pour la partie acquise au titre de l'année 2018.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :



Règles et méthodes comptables

- comptabilisation d'un produit, déduit de la charge d'impôt sur les sociétés pour 67 635 € au titre de l'année 2018,
- comptabilisation d'une charge de 15 005 €, correspondant à l'extourne de la provision du 1er trimestre 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts d'investissements menés par la société, notamment pour l'augmentation de l'activité économique en permettant la construction d'une station service.

Par ailleurs, il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués, ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 1er avril 2016, la société BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SUDALP II qui se compose :

- SAS SUDALP II, société mère
- SAS SUDALP, filiale à 99.98%
- SAS BRIANCONDIS, filiale à 99.97%



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787	730		38 517
Immobilisations incorporelles	37 787	730		38 517
- Terrains	700 000			700 000
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	101 874			101 874
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 327 709			7 327 709
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	508 257		2 600	505 657
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 742 251		62 325	3 679 926
- Matériel de transport	28 135			28 135
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	594 732			594 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	13 002 958		64 925	12 938 033
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	58 332	17 180	8 377	67 135
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	10 700		2 550	8 150
Immobilisations financières	69 032	17 180	10 927	75 285
ACTIF IMMOBILISE	13 109 777	17 910	75 852	13 051 835

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	730		17 180	17 910
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	730		17 180	17 910
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		64 925	10 927	75 852
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		64 925	10 927	75 852

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787	216		38 003
Immobilisations incorporelles	37 787	216		38 003
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	9 687	5 094		14 781
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	784 400	250 771		1 035 171
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	135 553	56 317		191 870
- Installations générales, agencements aménagements divers	790 648	247 687	14 078	1 024 257
- Matériel de transport	12 245	5 627		17 872
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	214 183	68 110		282 293
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 946 716	633 606	14 078	2 566 244
ACTIF IMMOBILISE	1 984 503	633 822	14 078	2 604 247



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 576 180 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	350	350	
Autres	7 800		7 800
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 499	3 499	
Autres	487 996	487 996	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	76 534	76 534	
Total	576 180	568 380	7 800
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	2 550		

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	2 427
Fournisseurs - aar marchandises	2 262
Etat - produits à recevoir	16 677
Total	21 366

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 750 000,00 euros décomposé en 2 241 687 titres d'une valeur nominale de 0,33 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	24 322	22 612	10 322		36 612
Total	24 322	22 612	10 322		36 612
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		22 612	10 322		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 231 435 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 801	21 801		
- à plus de 1 an à l'origine	9 529 713	931 069	3 417 424	5 181 220
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	18 935	18 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 571 880	1 571 880		
Dettes fiscales et sociales	452 544	452 544		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 773	11 773		
Autres dettes (**)	624 789	624 789		
Produits constatés d'avance				
Total	12 231 435	3 632 791	3 417 424	5 181 220
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 453			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	911 660			
(**) Dont envers les associés	615 794			

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	9 513 148	9 513 148	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total			



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact m/ses non parv	5 346
Fourn. fact fgx. non parv.	87 122
Interets courus sur emprunts	16 566
Interets c/c sudalp	10 396
Prov. conges payes	75 768
Personnel - autres charges a payer	45 286
Prov prime 13eme mois	17 823
Charges soc. s/conges payes	26 140
Charges sociales - charges a payer	19 396
Charges sociales 13eme mois	6 149
Etat - fpc a payer	2 930
Etat - cet à payer	17 711
Etat - cvae.a payer	13 302
Etat - C3S	6 885
Etat - tascom à payer	42 706
Etat - autres taxes à payer	34 883
Total	428 410

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Cca frais genereaux	70 818		
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	5 716		
Total	76 534		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	1 455 843		1 455 843
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	4 655		4 655
Ventes de marchandises	20 885 286		20 885 286
Produits des activités annexes	303 882		303 882
TOTAL	22 649 666		22 649 666

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 453 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 31/03/2019, il a été provisionné 8 453 € au titre des honoraires du commissaire aux comptes

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	50 847	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		73 440
Produits des cessions d'éléments d'actif		52 000
TOTAL	50 847	125 440

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	289 638	-1 785	291 423
+ Résultat exceptionnel	74 594		74 594
- Participations des salariés			
Résultat comptable	364 231	-1 785	366 016
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2016, la société SAS BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SUDALP II SAS, route des Fauvins 5000 GAP.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 42 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	34	
Ouvriers		
Total	42	

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Plafonds des découverts autorisés</i>	
<i>Emprunts Caisse Epargne de 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	4 296 667
<i>Emprunts BCME de 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	4 393 181
<i>Emprunts BCME de 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	201 407
<i>Emprunts Caisse Epargne de 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	232 143
<i>Emprunts Banque Populaire de 530 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/19</i>	389 750
Autres engagements reçus	9 513 148
Total	9 513 148
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	9 513 148

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Aucune disposition particulière en matière de retraite n'est prise. L'engagement d'un passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 10 326€, soit une variation de + 3 392€ par rapport au 31/03/2018.

L'âge de départ à la retraite est de 65 ans à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 1.57% et une table de mortalité de TH/TF 00-02.

